

Le véritable enjeu des élections fédérales : le système politique suisse exclut l'alternance, mais la configuration du Parlement reste cruciale

Autor(en): **Delley, Jean-Daniel**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - **(2015)**

Heft 2085

PDF erstellt am: **13.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1017348>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Le véritable enjeu des élections fédérales

Le système politique suisse exclut l'alternance, mais la configuration du Parlement reste cruciale

Jean-Daniel Delley - 28 juin 2015 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/27800>

Les élections fédérales de l'automne prochain représentent-elles un véritable enjeu ou un rituel qui n'influence guère la vie politique? Si l'on en croit le taux de participation - inférieur à 50% depuis 40 ans -, les élections fédérales ne passionnent par les citoyennes et les citoyens. Un score peu flatteur pour un pays qui se prend volontiers pour un modèle de démocratie.

Les politologues expliquent ce relatif désintérêt. Pour [Wolf Linder](#), l'absence d'alternance entre une majorité et une opposition, telle que la connaissent les régimes parlementaires, atténue la compétition entre les partis puisqu'aucun d'entre eux ne peut imposer son programme. D'où un enjeu électoral fortement affaibli. D'autant plus que les instruments de démocratie directe permettent au corps électoral de peser directement sur des décisions particulières.

Pourtant l'UDC fait campagne sous l'étendard d'une nouvelle majorité à conquérir, un objectif relayé avec insistance par la *Neue Zürcher Zeitung*. Pour son président [Toni Brunner](#), le Parlement et le gouvernement sont aux mains du centre gauche. Et l'UDC, systématiquement marginalisée, doit toujours plus souvent recourir aux droits

populaires pour se faire entendre. En octobre prochain, il s'agit donc de faire bouger les lignes pour rendre possible une «*véritable politique bourgeoise*».

Cette vision des choses ne correspond en rien à la réalité de la vie politique helvétique. Elle participe d'un discours udéciste maintenant bien rodé: le Conseil fédéral et la majorité du Parlement - entendez tous les députés sauf ceux de l'UDC - bradent l'indépendance nationale et se montrent incapables d'une gestion rigoureuse - plus d'économies et moins d'Etat. Nous seuls défendons les intérêts du pays. Cette arrogance, qui conduit au refus de tout compromis, ne facilite pas la construction d'une majorité stable favorable aux thèses de l'UDC.

Et pourtant la vie parlementaire continue de se nourrir d'alliances variables au gré des différents dossiers. Les élections de 2011 ont vu reculer l'UDC et les libéraux-radicaux (-13 sièges), mais également la gauche (-3 sièges), au profit des centristes du parti bourgeois démocratique et des Verts libéraux. Conjugué avec le renouvellement des membres de la députation démocrate-chrétienne, ce renforcement du centre a permis de nouvelles alliances gagnantes avec la gauche: aménagement du

territoire, abandon du nucléaire, mesures d'accompagnement notamment. Par contre en matière économique et financière, sur l'asile et les étrangers, une solide majorité de droite contrôle la situation. Alors que pour la politique de sécurité, l'alliance UDC-PS impose l'immobilisme.

Si les résultats électoraux d'octobre prochain confirment ceux du dernier [sondage](#), les nouveaux partis centristes perdront des plumes, ce qui réduira d'autant les possibilités d'alliances nécessaires à l'avancement de dossiers tels que la prévoyance vieillesse 2020, la stratégie énergétique 2050 et les relations avec l'Europe. Le PLR, qui semble avoir le vent en poupe, jouera alors un rôle déterminant. Saura-t-il se distancer d'une UDC prisonnière de sa course à l'extrémisme, narcissique au point d'être incapable d'appuyer un compromis qui ne refléterait pas l'intégralité de sa position?

Car il faut le répéter inlassablement, les conservateurs nationalistes, en rejetant ce qui fonde la concordance - recherche du compromis et respect de l'adversaire - n'ont vocation ni à gouverner ni à coopérer de manière fiable au sein d'une alliance qu'ils chercheront toujours à dominer.